

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

### Délibération n° 2020-187- DC

Date d'affichage :

**Le 16 novembre 2020**

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 57  
Excusé(s) : 13  
Dont représenté(s) : 8  
Absent(s) : 11

Nombre de votants : 65  
-----

Secrétaires de séance :

Grégory PIERRE et Guy BERTIN

Le douze novembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le cinq novembre deux mille vingt.

#### Présents : (57)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME.

#### Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Alain BOURDIN par Laurent FERTE, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER

#### Excusés : (13)

Frédéric MORTIER, Christian RUAAULT, Sophie TUBIANA, Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Nathalie SECOUÉ

#### Dont excusés ayant donné pouvoir : (8)

Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN à Rodolphe MIRANDE, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Teddy LOCHARD à Isabelle DEVAUX, Nathalie SECOUÉ à Michel DELPHIN.

#### Absents : (11)

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Emmanuel BRAULT, Gaëlle FAURE, Benoît LAMY, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME

### AVENANT À LA CONVENTION NPNRU (NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN)

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, ou Programme de Renouvellement Urbain (PRU) II, a été acté par une convention signée le 9 septembre 2019 par les partenaires financiers, dont les trois maîtres d'ouvrage (Saumur Habitat, Ville de Saumur et Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire) et l'État, à travers l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU).

Cette convention valide la réalisation d'un certain nombre d'opérations foncières : équipements publics, aménagement d'ensemble, réhabilitations, démolitions d'habitat, projets économiques.

Les objectifs de ce programme sont de /d' :

- promouvoir une image positive du quartier,
- améliorer les conditions de vie des habitants du quartier prioritaire de la politique de la ville (un seul quartier prioritaire à Saumur et sur l'ensemble de l'Agglomération- celui dénommé Chemin Vert-Hauts Quartiers),
- renforcer l'attractivité du quartier et générer de la mixité sociale.

Ce programme va s'étaler sur plusieurs années (jusqu'en 2026) ; il fait suite à un premier programme de renouvellement urbain (PRU I) qui a été mis en œuvre dans les années 2010 et qui s'est matérialisé par la construction de Pôle Emploi, de la maison de l'enfance, de l'espace Percereau, de la salle des Hauts Quartiers....en plus de constructions, démolitions et réhabilitations portées par Saumur Habitat.

Dans le cadre de programme urbain, la majorité des opérations est concentrée sur le Chemin Vert, entre l'esplanade du collège et l'ensemble Gay Lussac. Au bailleur social incombent les réhabilitations et démolitions, à la Ville de Saumur la responsabilité de l'aménagement des espaces publics et des équipements publics, à l'Agglomération le pilotage des projets à caractère économique.

Le NPNRU a une envergure financière moindre par rapport au premier programme : de près de 120 millions à près de 25 millions d'euros.

Par le présent avenant, il s'agit d'entériner des modifications relatives aux équipements publics, dont la maîtrise d'ouvrage incombe à la Ville de Saumur :

la maison des sports de combat qui, initialement, devait être créée à partir de l'extension du gymnase Claude  
accueille des sports de combat de loisirs « l'île des enfants », les enfants de cet ALSH étant accueillis à partir de  
l'année prochaine à l'accueil de loisirs « Le petit souper » ;

- le programme de requalification de l'accueil de loisirs étant supprimé, l'association « Elan saumurois » sera  
relocalisée dans l'espace associatif et de jeunesse, aux côtés de l'association SCOPE, et étant ajouté qu'une  
salle multifonctionnelle sera à disposition.

Ces modifications sont en cohérence avec le contrat de ville 2015-2020, dans lequel les actions éducatives auprès  
des jeunes du quartier, la culture au travers la lecture et les pratiques musicales, et le sport sont des axes de travail  
à approfondir.

L'intégration des fonctions enfance, jeunesse et loisirs sont l'un des facteurs de réussite du projet urbain.

Outre l'engagement autour des équipements éducatifs et la réussite éducative, le quartier devient un lieu de  
présence et de services incontournable pour les habitants de la commune et de l'Agglomération, grâce notamment  
au pôle enfance-jeunesse et à la maison des sports de combat, qui sera le seul équipement municipal dédié à ce  
sport. Sa situation au cœur du quartier est un élément d'appui pour accompagner les jeunes du quartier vers la  
pratique sportive, en proximité. Le regroupement des sports de combat sur un site à l'échelle de la commune  
permettra d'ouvrir sur d'autres publics, et travailler la diversité et l'intégration. Le positionnement de ces  
équipements structurants permet aussi de faire venir de la population pour découvrir ce quartier et le faire vivre à  
l'échelle de la commune.

Ces modifications n'ont aucune incidence financière pour la Communauté d'Agglomération.

**Vu** l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales portant sur les compétences des Communautés  
d'Agglomération ;

**Vu** la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

**Vu** le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville  
dans les départements métropolitains, retenant le seul quartier prioritaire de la politique de la ville « Chemin Vert –  
Hauts Quartiers » sur l'ensemble de l'EPCI ;

**Vu** la délibération 2017-016-DC en date du 2 février 2017 relative aux compétences de la Communauté  
d'Agglomération parmi lesquelles celle, obligatoire, ayant trait à la politique de la ville ;

**Vu** la convention NPNRU signée par toutes les parties le 9 septembre 2019 ;

**Vu** la délibération 2020-124-DC en date du 30 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire est compétent  
s'agissant des orientations en matière de politique de la ville ;

**Considérant** la nécessité pour chaque partenaire partie à la convention de se prononcer sur les modifications à la  
convention initiale, particulièrement lorsque ces évolutions impactent l'économie générale du contrat ;

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **D'APPROUVER** l'avenant à la convention NPNRU en date du 9 septembre 2019 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer le présent avenant.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 65 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

**18 NOV. 2020**

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
  
Jackie GOULET

Matière de l'acte : 3 Domaine et compétence par thèmes : 3.3 Politique de la Ville, Habitat, Logement

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une  
décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement  
d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement  
formée devant elle. »